

20 JUILLET 2000. — Décret portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives à l'enseignement universitaire

CHAPITRE I^{er}. — Modifications du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques

Article 1^{er}. A l'article 11 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques il est ajouté un § 8 libellé comme suit :

« Par dérogation au § 7, ont également accès aux études de second cycle en vue de l'obtention du grade académique de licencié en sciences dentaires, les titulaires du grade académique de docteur en médecine inscrits aux études en vue de l'obtention du grade académique de diplômé d'études spécialisées en stomatologie et titulaires de l'attestation prévue à l'article 14 § 2*bis* du présent décret ».

Art. 2. L'article 16, alinéa 2, 2° du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, modifié par le décret du 28 octobre 1999 relatif à l'inscription, au financement et à la réorientation des étudiants de l'enseignement supérieur est remplacé par la disposition suivante :

« 2° à partir de l'année académique 1996-1997, lorsque cet étudiant est visé à l'article 27, §§ 4 ou 7, 1°, 2°, 3°, 3°*bis*, 4°, 5°, 6° 8° et 9° de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires ».

Art. 3. A l'article 19, alinéa 3 du décret du 5 septembre 1994 précité, il est inséré les mots « licencié en logopédie » entre les mots « licencié en sciences de l'éducation » et « licencié en sciences dentaires ».

Art. 4. Les étudiants inscrits durant l'année académique 1999-2000 en licence en logopédie sont autorisés à terminer leurs études sous le régime antérieur et, au plus tard, à l'issue de l'année académique 2003-2004.

CHAPITRE II. — Modifications du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires

Art. 5. A la première phrase de l'article 5, alinéa 4 du décret du 12 juillet 1990 relatif au contrôle des institutions universitaires, les mots « 500 000 francs » sont remplacés par les mots « 16 000 euros ».

Art. 6. Il est ajouté, après la première phrase de l'article 5, alinéa 4, la phrase suivante : "Ce montant de 16 000 euros est revu en fonction de l'évolution de l'indice santé des prix à la consommation à l'expiration de chaque période quinquennale à dater du 1^{er} janvier 2001 et en arrondissant à la centaine d'euros inférieure ou supérieure la plus proches.

TITRE II. — Dispositions relatives aux hautes écoles

CHAPITRE I^{er}. — Modifications du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 7. Il est inséré dans le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française un article 7*bis* rédigé comme suit :

« Article 7*bis*. § 1^{er}. Chaque pouvoir organisateur confère, par haute école, à deux membres du personnel au maximum, recrutés en qualité de maître-assistant, la charge de la gestion administrative et juridique de la haute école pour l'un et la gestion financière et comptable de la haute école pour l'autre. Ces tâches seront précisées par le Gouvernement dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables à l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 2. Le(s) maître(s)-assistant(s) chargé(s) des tâches définies ci-dessus sont :

- dans les hautes écoles organisées par la Communauté française, désigné(s) par le Gouvernement sur une liste de trois candidats, proposée, après examen des candidatures, par le conseil d'administration;
- dans les hautes écoles subventionnées, désigné(s) ou engagé(s) par le pouvoir organisateur sur proposition des autorités de la haute école.

§ 3. Les emplois de maître-assistant visés au présent article ne peuvent être attribués qu'aux membres du personnel répondant aux conditions ci-après :

- 1) satisfaire aux conditions de l'article 11 du présent décret;
- 2) avoir répondu à un appel relatif à ces fonctions, paru au *Moniteur belge*;
- 3) être titulaires d'un des titres requis prévus à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française en regard des cours à conférer : « Gestion administrative et juridique de la haute école » et « Gestion financière et comptable de la haute école » ;
- 4) bénéficier d'une expérience utile de deux ans au moins constituée par des services accomplis dans une profession exercée dans les secteurs public ou privé. Le Gouvernement décide si l'expérience utile contribue à assurer la formation requise pour la fonction à conférer et détermine les règles suivant lesquelles l'expérience utile est prouvée.

§ 4. Le Gouvernement fixe les échelles de traitement des titulaires des fonctions définies ci-dessus en tenant compte de l'expérience acquise dans les secteurs public ou privé, à concurrence de six ans au maximum ».

Art. 8. Dans l'article 65 du décret du 25 juillet 1996 précité un nouvel alinéa libellé comme suit, est inséré entre le 1^{er} alinéa et le 2^e alinéa : « Ils conservent dans leur nouvelle fonction, l'ancienneté acquise au sein de leur pouvoir organisateur ou au sein des pouvoirs organisateurs constitutifs de la haute école ».

Art. 9. Dans l'article 46 du décret du 8 février 1999 précité, un nouvel alinéa, libellé comme suit, est inséré entre les 3^e et 4^e alinéas : « Par dérogation à l'article 8, alinéa 1^{er}, aucune expérience utile du métier n'est exigée pour les membres du personnel temporaire ayant fonctionné dans des cours de bureautique, de coupe-couture ou d'économie domestique dans les Hautes Ecoles, avant l'entrée en vigueur du présent décret ».

Art. 10. A l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 précité, sont insérés dans la colonne «Cours à conférer» entre la rubrique « Géographie » et la rubrique « Histoire », les rubriques suivantes :

- « Gestion administrative et juridique de la haute école » et en regard dans la colonne « Titres requis »

« a) licencié en droit; ou

b) licencié en administration publique; ou

c) licencié en sciences politiques; ou

d) licencié en sciences administratives ».

- « Gestion financière et comptable de la haute école » et en regard dans la colonne « Titres requis »

« a) licencié en sciences économiques; ou

b) licencié en sciences de gestion; ou

c) licencié en sciences de l'entreprise; ou

d) licencié en sciences commerciales et financières; ou

e) licencié en sciences commerciales et consulaires;

f) ou ingénieur commercial ou de gestion ».

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 11. A l'article 12, § 2 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française il est inséré après le premier alinéa un second alinéa libellé comme suit :

« § 2. A partir du 1^{er} janvier 2001, le montant de l'allocation globale pour 1997, qui est visé à l'alinéa précédent, est adapté annuellement selon les modalités prévues à l'article 9. »

Art. 12. A l'article 21 du décret du 9 septembre 1996 précité il est inséré après le 1^{er} alinéa un second alinéa libellé comme suit :

« A partir du 1^{er} janvier 2001, le montant de l'allocation globale pour 1997 qui est visé à l'alinéa précédent est adapté annuellement selon les modalités prévues à l'article 9 ».

Art. 13. Il est inséré après l'article 21 du décret du 9 septembre 1996 précité, une sous-section 6 intitulée « Administration financière et coordination administrative » qui comprend un article 21bis libellé comme suit :

« Article 21bis. Outre les allocations annuelles globales accordées aux hautes écoles, il sera accordé à celles-ci une dotation ou une subvention complémentaire égale aux coûts salariaux du ou des deux membres du personnel visés à l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ».

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles*

Art. 14. L'article 26, § 2, 2° du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles modifié par le décret du 28 octobre 1999 relatif à l'inscription, au financement et à la réorientation des étudiants de l'enseignement supérieur est remplacé par la disposition suivante :

« 2° à partir de l'année académique 1996-1997, lorsque cet étudiant est visé à l'article 6, 2°, k) du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, n'est pas pris en compte pour le financement ou est visé à l'article 8, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 3°bis, 4° de ce même décret; ».

TITRE III. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur artistique et artistique supérieur

CHAPITRE Ier. — *Modifications du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur*

Art. 15. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 6 du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, cinquième tiret, les mots « dans le cadre d'un programme adopté par l'Union européenne » sont supprimés;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

CHAPITRE II. — *Disposition définissant les prestations complètes pour certains emplois et mandats de l'enseignement artistique*

Art. 16. En vue de l'application de l'article 77, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, les prestations complètes pour les emplois et les mandats de l'enseignement artistique cités ci-après sont fixés à :

- Enseignement artistique supérieur (arts plastiques et musique) :

professeur fonction non exclusive 12 h/s.

professeur adjoint et conférencier 12 h/s.

chargé de cours 18 h/s.

accompagnateur 18 h/s.

TITRE IV. — Dispositions relatives à la recherche scientifique

CHAPITRE I. — *Financement de la formation des chercheurs par l'octroi des bourses*

Art. 17. En vue du financement des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et l'agriculture, il sera accordé annuellement une subvention au Fonds national de la recherche scientifique dans les limites des crédits inscrits au budget de la Communauté française et aux conditions fixées aux articles 18 à 31.

Art. 18. Pour la gestion de cette subvention, le Fonds national de la recherche scientifique crée en son sein un Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture, en abrégé « FRIA ».

Ce fonds sera doté de l'autonomie comptable.

Il est administré par un conseil d'administration composé de quinze membres dont un président et un vice-président et assisté d'un secrétaire rapporteur.

Art. 19. Les membres du conseil d'administration du FRIA sont nommés par le conseil d'administration du Fonds national de la recherche scientifique à raison de :

- a) trois, sur présentation par les organisations les plus représentatives des entreprises industrielles;
- b) trois, sur présentation par les organisations les plus représentatives des travailleurs salariés;
- c) deux, sur présentation par les organisations les plus représentatives des agriculteurs;

d) sept recteurs des institutions universitaires de la Communauté française qui comportent, au moins, une faculté des sciences, une faculté des sciences appliquées ou une faculté agronomique; ils peuvent se faire représenter par un doyen ou un membre du personnel académique d'une des institutions précitées.

Les membres du conseil, repris sous les rubriques a), b) et c) sont nommés pour six ans; leur mandat n'est pas immédiatement renouvelable.

Lors de la première nomination, le tirage au sort désigne quatre membres des groupes a), b) et c) dont le mandat est limité à trois ans.

Le conseil d'administration du FRIA désigne un président et un vice-président en son sein. Lorsque le président appartient à l'un des groupes repris sous a), b) et c), le vice-président est désigné au sein du groupe d) Lorsque le président appartient au groupe d), le vice-président est désigné au sein de l'un des groupes a), b) et c).

Le secrétaire général du Fonds national de la recherche scientifique est le secrétaire-rapporteur du FRIA.

Art. 20. Chaque année, en vue de la rédaction du budget de la Communauté française, le conseil d'administration du FRIA arrête le montant de la subvention qu'il sollicite. Il fait tenir cette demande, et sa justification, au conseil d'administration du Fonds national de la recherche scientifique qui les transmet au ministre qui à la Recherche scientifique dans ses compétences.

Art. 21. La subvention accordée au FRIA est versée sur un compte spécial que le Fonds national de la recherche scientifique ouvre au nom du FRIA auprès de l'organisme bancaire qui est chargé de la mission de caissier de la Communauté française.

Art. 22. La subvention est utilisée exclusivement pour l'octroi de bourses et le paiement des charges sociales y afférentes, sauf deux pourcents de la subvention qui sont prélevés par le Fonds national de la recherche scientifique pour couvrir ses charges administratives et les + frais de fonctionnement du FRIA.

Art. 23. Le FRIA est soumis au contrôle du ministre qui a la Recherche scientifique dans ses compétences; ce contrôle s'exerce à l'intervention d'un délégué désigné par le Gouvernement sur proposition de ce ministre.

Ce délégué assiste aux réunions du conseil d'administration du FRIA.

Il peut exercer un droit de recours auprès dudit ministre contre toute décision de portée générale du conseil d'administration. Ce recours, qui doit intervenir dans les cinq jours de la décision, est notifié simultanément au conseil d'administration.

Le ministre, après avoir invité le conseil d'administration à lui faire connaître, dans les trente jours, ses observations concernant les motifs du recours, marque son accord ou son désaccord avec la décision. En cas de désaccord, le conseil d'administration rapporte sa décision au cours de sa plus prochaine réunion

Art. 24. Le ministre ayant le budget dans ses compétences désigne également un délégué auprès du conseil d'administration du FRIA.

Ce délégué assiste aux réunions du conseil d'administration du FRIA.

Il a pour tâche de conseiller le délégué visé à l'article précédent et de participer au contrôle de la régulation de la gestion.

Il peut exercer un droit de recours auprès du ministre ayant le budget dans ses compétences, selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 9, pour toutes les matières budgétaires.

Art. 25. Le Gouvernement désigne un réviseur d'entreprise chargé de vérifier la régularité des comptes du FRIA et de s'assurer de la régularité de la gestion administrative des bourses octroyées.

CHAPITRE II. — *Les bourses et leur octroi*

Art. 26. Sur proposition du conseil d'administration du FRIA, le Gouvernement arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture.

Art. 27. Les candidats seront soumis à une épreuve orale, portant sur leur spécialité, leur programme de recherche et leur plan de travail ainsi que sur leur culture scientifique générale.

Le conseil d'administration du FRIA compose, sur proposition du secrétaire-rapporteur, les jurys qui examineront les candidats.

Art. 28. § 1^{er}. Les bourses sont accessibles aux ressortissants d'un pays de l'Union Européenne qui ont obtenu, dans une institution universitaire de la Communauté française, le diplôme qui les habilite à poser leur candidature.

§ 2. Les bourses du FRIA sont réservées à des diplômés de l'enseignement universitaire qui se destinent à faire carrière dans la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture et qui, dans ce but, poursuivent dans une institution universitaire de la Communauté française des études conduisant au doctorat.

Sont admis à poser leur candidature les porteurs d'un diplôme sanctionnant des études de base de deuxième cycle relevant d'un ou de plusieurs des domaines ci-après : sciences, sciences appliquées, sciences agronomiques et ingénierie biologique, sciences pharmaceutiques et sciences vétérinaires.

§ 3. Les candidats doivent avoir obtenu avec au moins la mention «distinction» le diplôme qui les habilite à solliciter la bourse.

Art. 29. Chaque candidat ne peut obtenir que deux bourses successives au maximum. La première bourse est d'une durée de vingt-sept mois. La seconde est d'une durée de vingt et un mois. Les bourses doivent - sauf cas de force majeure à apprécier par le conseil d'administration - se suivre sans discontinuité.

Il est mis fin au mandat dès que le bénéficiaire a obtenu le diplôme pour l'obtention duquel le mandat lui a été accordé. Le cumul avec une autre subvention ou rémunération est interdit.

Art. 30. Le conseil d'administration du FRIA fixe, chaque année, le montant des bourses.

CHAPITRE II. — *Information du Gouvernement*

Art. 31. Le conseil d'administration du FRIA établit chaque année un rapport sur son activité et sur l'usage qu'il a fait des moyens mis à sa disposition par la Communauté française. Le conseil d'administration du Fonds national de la recherche scientifique en prend connaissance et le transmet au Gouvernement.

TITRE V. — **Dispositions finales**

Art. 32. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 1994 organisant l'aide à la formation de chercheurs qui se destinent à faire carrière dans la recherche dans l'industrie ou dans l'agriculture est abrogé.

Art. 33. Ce décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000 à l'exception des articles 5, 6, 11 et 12 qui entrent en vigueur le 1 janvier 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
Mme C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

Session 1999-2000;

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 94-1. — Rapport, n° 94-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 11 juillet 2000.

—
VERTALING

N. 2000 — 2066

[C — 2000/31260]

20 JULI 2000. — Decreet houdende dringende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende het universitair onderwijs

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden

Artikel 1. Aan artikel 11 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden wordt een § 8 toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van § 7 hebben de houders van de academische graad van dokter in de geneeskunde die zijn ingeschreven voor de studies die leiden tot de academische graad van diploma gespecialiseerde studies stomatologie en houders van het in artikel 14 § 2bis van dit decreet bedoelde getuigschrift eveneens toegang tot de tweede cyclus van de studies die leiden tot de academische graad van licentiaat tandheelkunde ».

Art. 2. Artikel 16, tweede lid, 2°, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en academische graden, gewijzigd door het decreet van 28 oktober 1999 betreffende de inschrijving, de financiering en de heroriëntatie van studenten uit het hoger onderwijs, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° vanaf het academiejaar 1996-1997, wanneer deze student bedoeld wordt in artikel 27, §§ 4 of 7, 1°, 2°, 3°, 3°bis, 4°, 5°, 6°, 8° en 9° van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen ».

Art. 3. In artikel 19, derde lid, van voornoemd decreet van 5 september 1994 worden de woorden « licentiaat logopedie » ingevoegd tussen de woorden « licentiaat opvoedkunde » en « licentiaat tandheelkunde ».

Art. 4. De studenten die tijdens het academiejaar 1999-2000 zijn ingeschreven in de licentiejaren logopedie mogen hun studies beëindigen onder het vorig stelsel en dit uiterlijk tot op het einde van het academiejaar 2003-2004.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen*

Art. 5. In de eerste zin van artikel 5, vierde lid, van het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen worden de woorden « 500.000 frank » vervangen door de woorden « 16.000 euro ».

Art. 6. Na de eerste zin van artikel 5, vierde lid, wordt de volgende zin toegevoegd : « Dit bedrag van 16.000 euro wordt herzien op basis van de vijfjaarlijkse evolutie van de gezondheidsindex der consumptieprijzen, te beginnen vanaf 1 januari 2001 en waarbij dit getal wordt afgerond naar het dichtstbij gelegen lager of hoger honderdtal ».

TITEL II. — Bepalingen betreffende de hogescholen

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen en aan het decreet van 8 februari 1999 betreffende de functies en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen*

Art. 7. Aan het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen wordt een artikel 7bis toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 7bis. § 1. Iedere inrichtende macht belast, per hogeschool, maximum twee personeelsleden, opgeleid in de hoedanigheid van meester-assistent, met het administratief en juridisch beheer van de hogeschool voor de ene en het financieel en boekhoudkundig beheer voor de andere. Deze taken worden door de Regering verduidelijkt met inachtneming van de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs.

§ 2. De meester(s)-assistent(en) belast met bovenstaande taken, worden :

— in de door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen, aangeduid door de Regering op een lijst van drie kandidaten dewelke door de raad van bestuur, na onderzoek van de kandidaatstellingen, wordt voorgedragen;

— in de gesubsidieerde hogescholen, aangeduid of aangeworven door de inrichtende macht op voordracht van het bestuur van de hogeschool.

§ 3. De in dit artikel bedoelde betrekkingen van meester-assistent kunnen enkel worden toegekend aan de personeelsleden die aan volgende voorwaarden voldoen :

— beantwoorden aan de voorwaarden van artikel 11 van dit decreet;

— geantwoord hebben op een oproep tot deze functies, dewelke is verschenen in het *Belgisch Staatsblad*;

— houder zijn van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen voorzien in bijlage 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de functies en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, rekening houdend met de te verstrekken cursussen : « Administratief en juridisch beheer van de hogeschool » en « Financieel en boekhoudkundig beheer van de hogeschool »;

— minstens twee jaar relevante ervaring hebben opgedaan in een functie in de openbare of privé-sector. De Regering beslist of de relevante ervaring aansluit bij de vereiste opleiding voor de functie en bepaalt de regels volgens dewelke deze relevante ervaring wordt bewezen.

§ 4. De Regering bepaalt de loonschalen van de houders van de hierboven vermelde functies, rekening houdend met de verworven ervaring in de openbare of privé-sector, ten belope van maximum zes jaar ».

Art. 8. In artikel 65 van voornoemd decreet van 25 juli 1996 wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt : « Zij behouden in hun nieuwe functies, de anciënniteit behaald binnen de inrichtende macht of binnen de constituerende inrichtende machten van de hogeschool ».

Art. 9. In artikel 46 van voornoemd decreet van 8 februari 1999 wordt tussen het derde en vierde lid een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt : «In afwijking van artikel 8, eerste lid, is geen enkele relevante beroepservaring vereist voor de tijdelijke personeelsleden die voor de inwerkingtreding van dit decreet de lessen kantoorautomatisering, snit en naad of gezinshuishoudkunde in de Hogescholen hebben onderwezen».

Art. 10. In bijlage 2 van voornoemd decreet van 8 februari 1999 worden in de kolom « te verstrekken lessen » tussen de rubriek « Aardrijkskunde » en de rubriek « Geschiedenis », de volgende onderwerpen toegevoegd :

«Administratief en juridisch beheer van de hogeschool» en op dezelfde hoogte in de kolom « Vereiste diploma's »

« a) licentiaat in de rechten; of

b) licentiaat overheidsmanagement; of

c) licentiaat politieke wetenschappen; of

d) licentiaat bestuurswetenschappen ».

« Financieel en boekhoudkundig beheer van de hogeschool » en op dezelfde hoogte in de kolom « Vereiste diploma's » :

« a) licentiaat economische wetenschappen; of

b) licentiaat beheerswetenschappen; of

c) licentiaat bedrijfswetenschappen; of

d) licentiaat handels- of financiële wetenschappen; of

e) licentiaat handels- en consulaire wetenschappen; of

f) handels- of beheersingenieur ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen*

Art. 11. In artikel 12, § 2, van het decreet van van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, wordt na het eerste lid een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Vanaf 1 januari 2001 wordt het in het vorig lid bedoelde bedrag van de globale toelage voor 1997 jaarlijks aangepast volgens de in artikel 9 bedoelde modaliteiten. »

Art. 12. In artikel 21 van voornoemd decreet van 9 september 1999 wordt na het eerste lid een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

«Vanaf 1 januari 2001 wordt het in het vorig lid bedoelde bedrag van de globale toelage voor 1997 jaarlijks aangepast volgens de in artikel 9 bedoelde modaliteiten. »

Art. 13. Na artikel 21 van voornoemd decreet van 9 september 1999 wordt een onderafdeling 6 getiteld « Financiële administratie en administratieve coördinatie » toegevoegd bevattende een artikel 21bis, luidend als volgt :

« Artikel 21bis. Naast de jaarlijks aan de hogescholen toegekende toelagen, krijgen deze een bijkomende dotatie of toelage gelijk aan de loonkosten van het personeelslid of de twee personeelsleden bedoeld in artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging aan het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

Art. 14. Artikel 26, § 2, 2°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, gewijzigd door het decreet van 28 oktober 1999 betreffende de inschrijving, financiering en heroriëntering van de studenten van het hoger onderwijs, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° vanaf het academiejaar 1996-1997, wanneer de in artikel 6, 2°, k) van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen bedoelde student niet in aanmerking wordt genomen voor de financiering of bedoeld is in artikel 8, § 1, 1°, 2°, 3°, 3°bis, 4°, van hetzelfde decreet; ».

TITEL III. — Bepalingen betreffende het hoger kunstonderwijs en het kunstonderwijs verstrekt in het hoger onderwijs

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake het hoger onderwijs*

Art. 15. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake het hoger onderwijs :

1° in paragraaf 2, tweede lid, vijfde punt, worden de woorden «in het raam van een programma aangenomen door de Europese Unie» geschrapt;

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot vaststelling van de volledige prestaties voor sommige betrekkingen en mandaten in het kunstonderwijs*

Art. 16. Met het oog op de toepassing van artikel 77, § 1, van de wet van 24 december 1976 betreffende de begrotingsvoorstellen 1976-1977, worden de volledige prestaties voor onderstaande betrekkingen en mandaten in het kunstonderwijs als volgt vastgelegd :

kunstonderwijs verstrekt in het hoger onderwijs (plastische kunsten en muziek) :

professor niet-exclusieve functie 12 u/w.

assistent-professor en lector 12 u/w.

universitair docent 18 u/w.

begeleider 18 u/w.

TITEL IV. — Bepalingen inzake het wetenschappelijk onderzoek

HOOFDSTUK I. — *Financiering van de opleiding van de vorsers via de toekenning van beurzen*

Art. 17. Met het oog op de financiering van de opleidingsbeurzen voor het onderzoek in de nijverheid en de landbouw, wordt jaarlijks een toelage toegekend aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek binnen de perken van de kredieten ingeschreven op de begroting van de Franse Gemeenschap en volgens de in artikelen 18 tot 31 gestelde voorwaarden.

Art. 18. Voor het beheer van deze toelage richt het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek in haar schoot een fonds op voor de opleiding naar het onderzoek in de nijverheid en de landbouw, kortweg « FRIA » genoemd.

Dit fonds zal een autonome boekhouding hebben.

Het wordt bestuurd door een raad van bestuur die is samengesteld uit vijftien leden waaronder een voorzitter en een vice-voorzitter en wordt bijgestaan door een secretaris-verslaggever.

Art. 19. De leden van de raad van bestuur van het FRIA worden als volgt door de raad van bestuur van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek benoemd :

- a) drie, op voordracht van de meest representatieve organisaties van de nijverheidsbedrijven;
- b) drie, op voordracht van de meest representatieve organisaties van bezoldigde werknemers;
- c) twee, op voordracht van de meest representatieve landbouwersorganisaties;

zeven rectoren van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap die ten minste bestaan uit een faculteit wetenschappen, een faculteit toegepaste wetenschappen of een faculteit landbouwkunde; zij kunnen zich laten vertegenwoordigen door een decaan of een lid van het academisch personeel van één van voornoemde instellingen.

De leden van de raad die vermeld zijn onder punten a), b) en c) worden benoemd voor zes jaar; hun mandaat is niet onmiddellijk hernieuwbaar.

Bij de eerste benoeming worden vier leden uit de groepen a), b) en c) geloot en hun mandaat wordt beperkt tot drie jaar.

De raad van bestuur van het FRIA duidt een voorzitter en een vice-voorzitter aan onder zijn leden. Indien de voorzitter behoort tot één van de in punten *a)*, *b)* en *c)* bedoelde groepen, wordt de vice-voorzitter gekozen uit groep *d)*. Indien de voorzitter behoort tot groep *d)*, wordt de vice-voorzitter gekozen uit één van de groepen *a)*, *b)* en *c)*.

De secretaris-generaal van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek is tevens de secretaris-verslaggever van het FRIA.

Art. 20. Ieder jaar, bij de opmaak van de begroting van de Franse Gemeenschap, legt de raad van bestuur van het FRIA het bedrag van de toelage die hij vraagt, vast. Hij bezorgt deze aanvraag, samen met de verantwoording ervan, aan de raad van bestuur van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek dat deze verzendt naar de minister die bevoegd is voor wetenschappelijk onderzoek.

Art. 21. De aan het FRIA toegekende toelage wordt gestort op een speciale rekening die het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek op naam van het FRIA opent bij een bankinstelling die fungeert als kashouder van de Franse Gemeenschap.

Art. 22. De toelage wordt uitsluitend aangewend voor de toekenning van beurzen en de betaling van sociale en aanverwante lasten, behoudens twee procent van de toelage die door het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek in mindering wordt gebracht voor het dekken van zijn administratieve lasten en de werkingskosten van het FRIA.

Art. 23. Het FRIA staat onder het toezicht van de minister die bevoegd is voor wetenschappelijk onderzoek; dit toezicht gebeurt via een afgevaardigde die door de Regering wordt aangeduid op voordracht van deze minister.

Deze afgevaardigde woont de vergaderingen van de raad van bestuur van het FRIA bij.

Hij kan beroep aantekenen bij voornoemde minister tegen elke algemene beslissing van de raad van bestuur. Dit beroep, dat moet worden aangetekend binnen de vijf dagen na de genomen beslissing, wordt terzelfdertijd betekend aan de raad van bestuur.

Nadat de raad van bestuur op verzoek van de minister, binnen de dertig dagen, hem in kennis heeft gesteld van zijn bemerkingen omtrent de motieven van het beroep, stemt de minister al dan niet in met de genomen beslissing. In geval hij niet instemt, schorst de raad van bestuur zijn beslissing tot de eerstvolgende vergadering.

Art. 24. De minister bevoegd voor begroting duidt eveneens een afgevaardigde aan in de raad van bestuur van het FRIA.

Deze afgevaardigde woont de vergaderingen van de raad van bestuur van het FRIA bij.

Hij adviseert de in het vorig lid bedoelde afgevaardigde en houdt tevens toezicht op de regelmatigheid in het management.

Hij kan beroep aantekenen bij de begrotingsminister volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 9 en dit over alle begrotingskwesties.

Art. 25. De Regering duidt een bedrijfsrevisor aan die instaat voor de controle van de regelmatigheid van de rekeningen van het FRIA en die zich vergewist van de regelmatigheid van het administratief beheer van de toegekende beurzen.

HOOFDSTUK II. — *De beurzen en de toekenning ervan*

Art. 26. De Regering legt, op voorstel van de raad van bestuur van het FRIA, het reglement vast aangaande de toekenning van opleidingsbeurzen voor onderzoek in de nijverheid en de landbouw.

Art. 27. De kandidaten worden onderworpen aan een mondelinge test die gaat over hun specialiteit, hun onderzoeksprogramma en hun werkplan alsook over hun algemene wetenschappelijke kennis.

De raad van bestuur van het FRIA stelt, op voorstel van de secretaris-verslaggever, de jury's vast die de kandidaten zullen ondervragen.

Art. 28. § 1. De beurzen staan open voor alle ingezetenen van een land uit de Europese Unie die, in een universitaire instelling van de Franse Gemeenschap, het vereiste diploma hebben behaald om zich kandidaat te kunnen stellen.

§ 2. De beurzen van het FRIA zijn voorbehouden aan universitair gediplomeerden die een loopbaan willen uitbouwen in het onderzoek in de nijverheid en de landbouw en die, met het oog hierop, studies volgens in een universitaire instelling van de Franse Gemeenschap die leiden tot een doctoraat.

De houders van een diploma dat de basisstudies van tweede cyclus bekrachtigt in één van onderstaande domeinen mogen zich kandidaat stellen: wetenschappen, toegepaste wetenschappen, landbouwkunde en landbouwingenieur, farmaceutische wetenschappen en veeartsenijkunde.

§ 3. De kandidaten moeten minstens de vermelding «onderscheiding» behaald hebben op hun diploma dat hen toelaat de beurs aan te vragen.

Art. 29. Iedere kandidaat mag maximum 2 opeenvolgende beurzen krijgen. De eerste beurs duurt ongeveer zeventwintig maanden. De tweede duurt eenentwintig maanden. De beurzen moeten elkaar onmiddellijk opvolgen, behoudens in geval van overmacht waarover de raad van bestuur oordeelt.

Er wordt een einde gesteld aan het mandaat zodra de begunstigde het diploma verkregen heeft waarvoor het mandaat hem wordt verleend. Het is verboden te cumuleren met een andere toelage of bezoldiging.

Art. 30. Ieder jaar legt de raad van bestuur van het FRIA het bedrag van de beurzen vast.

HOOFDSTUK II. — *Inlichten van de regering*

Art. 31. De raad van bestuur van het FRIA stelt ieder jaar een verslag op over zijn activiteiten en het gebruik van de hem door de Franse Gemeenschap ter beschikking gestelde middelen. De raad van bestuur van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek neemt hier kennis van en verzendt dit verslag naar de Regering.

TITEL V. — *Slotbepalingen*

Art. 32. Het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 16 december 1994 houdende de organisatie van de bijstand in de opleiding van vorsers die een loopbaan willen uitbouwen in de nijverheid of in de landbouw, wordt opgeheven.

Art. 33. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2000, behoudens artikelen 5, 6, 11 en 12 die in werking treden op 1 januari 2001.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 20 juli 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs,
het onthaal en de opdrachten aan O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,
Mevr. C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,
W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

Zitting 1999-2000.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 94-1. Verslag, nr. 94-2.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Zitting van 11 juli 2000.



F. 2000 — 2067

[C — 2000/29270]

20 JUILLET 2000. — Décret portant assentiment de l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne, portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles, est ratifié.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
Mme C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 1999-2000.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 95-1. Rapport, n° 95-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 11 juillet 2000.